

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1869 - 14 avril 1994 - 4 F

D 1869 GUATEMALA : LA PLACE DE LA "SOCIÉTÉ CIVILE" DANS LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Bloquées depuis octobre 1993 (cf. DIAL D 1835), les négociations entre le gouvernement guatémaltèque et la guérilla de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont repris à Mexico du 8 au 11 janvier 1994. Elles se soldaient, le 10 janvier, par la signature d'un accord-cadre des futures discussions; puis, le 29 mars, par l'établissement d'un ordre du jour en onze points, sous l'égide des Nations unies. Le point le plus sensible est celui de la création d'une Commission de la vérité, sur le modèle salvadorien, destinée à élucider les graves violations des droits de l'homme durant la guerre civile (cf. DIAL D 1775).

Faut-il voir dans la reprise des négociations un effet des événements du Chiapas du 1er janvier 1994 au Mexique voisin, qui auraient affaibli la guérilla guatémaltèque?

L'accord-cadre du 10 janvier prévoyait la relance de la participation de la "société civile" aux débats sur la recherche de la paix (cf. DIAL D 1862), par la création d'une "assemblée ouverte à la participation de tous les milieux non gouvernementaux de la société", sous la présidence souhaitée d'un évêque, Mgr Quezada Toruño.

En réponse à cette demande, la Conférence épiscopale du Guatemala a émis le 2 février 1994 l'important communiqué reproduit ci-après. Les évêques déclinent temporairement la responsabilité de la présidence de cette assemblée de la société civile, tant que ne seront pas davantage précisés la fonction exacte de l'assemblée et les moyens de son efficacité.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DU GUATEMALA

La Conférence épiscopale du Guatemala, se voulant l'interprète autorisée du sentiment des catholiques guatémaltèques, ne peut être absente des efforts actuellement déployés pour ramener la paix dans notre pays. En octobre 1993 déjà, nous déclarions: "*En tant qu'Église, nous avons l'obligation de participer activement à la recherche de la paix*"¹, et nous concluions alors: "*C'est pourquoi nous nous sentons en lien très étroit avec toutes les composantes du conglomerat social qui cherche sincèrement la paix*" (déclaration de la Conférence épiscopale sur le plan de paix, 19 octobre 1993). Nous sommes convaincus de la nécessité "*de rétablir les rapports de la vie en société sur les bases de la vérité, de la justice, de la charité et de la liberté*" (Pacem in terris, 163).

Dans ce contexte nous avons reçu avec espoir et satisfaction la nouvelle de la reprise des négociations de paix entre le gouvernement guatémaltèque et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) à Mexico, du 6 au 11 janvier dernier.

¹ Le 8 octobre 1993, le "plan national de paix" proposé par le gouvernement ne prévoyait plus la médiation de Mg Quezada Toruño pourtant présent comme conciliateur depuis le début dans les pourparlers entre le gouvernement et la guérilla (NdT).

L'accord-cadre signé par les représentants du gouvernement guatémaltèque et les commandants de l'URNNG stipule en toutes lettres que *"les parties conviennent que la société guatémaltèque continue de jouer un rôle essentiel dans la recherche de la paix et dans l'effort de réconciliation"*. *"Afin de rendre possible cette action de la société civile"*, les parties ont décidé d'*"encourager la création d'une assemblée ouverte à la participation de tous les milieux non gouvernementaux de la société guatémaltèque"* pour discuter du contenu essentiel de la négociation bilatérale, de façon à faire parvenir au modérateur des Nations unies, au gouvernement guatémaltèque et à l'URNNG des recommandations et des orientations qui résulteront de ses délibérations. Cependant *"ces recommandations et orientations ne seront pas contraignantes (c'est-à-dire obligatoires), mais seulement destinées à faciliter la recherche d'un accord entre les parties"*.

Pour ce qui nous touche plus directement, il est prévu que *"les parties sont convenues de demander à la Conférence épiscopale du Guatemala de nommer le président de l'assemblée, en veillant bien proposer à cette charge le conciliateur Mgr Quezada Toruño"*.

En tant qu'évêques du Guatemala nous accueillons avec un sens aigu de responsabilité et de sérieux cette invitation qui nous est parvenue par l'intermédiaire du modérateur des Nations unies, M. Jean Arnault. Nous apprécions à sa juste valeur cette demande des parties et nous sommes reconnaissants de la suggestion qui nous est faite de tenir compte de Mgr Rodolfo Quezada Toruño, évêque de Zacapa et prélat d'Esquipulas, pour rendre ce service.

Pour disposer du plus grand nombre possible d'éléments de jugement, afin de prendre la décision appropriée, le conseil permanent de la Conférence épiscopale a invité les membres de la Commission nationale de paix à un échange d'impressions au cours duquel nous avons exposé nos doutes et nos conditions. Nous avons également pris des contacts en vue d'une rencontre avec le commandement de l'URNNG. Nous voulions, grâce à ces sources autorisées, préciser le rôle attribué à cette assemblée par l'accord-cadre et la fonction assignée à son président.

Après ces rencontres qui ont eu lieu dans les capitales du Guatemala et du Costa Rica le 25 janvier dernier, nous avons eu notre assemblée plénière ordinaire le jeudi 27. Après avoir célébré la Sainte Messe et demandé ses lumières à Dieu notre Seigneur pour que notre décision soit sage et bénéfique au Guatemala, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes que nous avons opportunément portées à la connaissance des Nations unies pour communication aux parties, et que nous portons aujourd'hui à la connaissance de l'opinion publique par ce communiqué:

1. La Conférence épiscopale du Guatemala est décidée à favoriser et à soutenir toute initiative sincère en faveur de la paix comme fruit de la justice, dans le cadre d'un réel respect de la dignité de la personne humaine.

2. Nous sommes préoccupés, en tant qu'évêques, par l'ambiguïté dans la formulation de quelques-unes des propositions principales de l'accord-cadre, une ambiguïté qui permet une double lecture et des interprétations de l'accord en fonction des intérêts de chacune des parties. Ainsi par exemple, il semblerait que le cœur des négociations soit, pour la Commission nationale de paix, la fin du conflit armé, mais qu'il soit, pour l'URNNG, la disparition des causes sociales qui lui ont donné naissance. Compte tenu de cette possibilité de divergence dans la conception de la paix pour le Guatemala, nous pensons que la fonction de l'assemblée et, donc, celle de son président ne sont pas suffisamment précisées; l'efficacité de l'assemblée ne peut que s'en trouver extrêmement restreinte, pour ne pas dire nulle. Nous nous demandons également si la discussion concrète et efficace des points essentiels ainsi que la décision de leur trouver une solution, relèvent de l'assemblée en question ou de la table des négociations de México.

3. Si l'assemblée n'a pour seule fonction que de transmettre au modérateur des Nations unies, au gouvernement guatémaltèque et à l'URNG "*des recommandations ou des orientations*" dont il ne sera pas obligatoirement tenu compte par les parties, mais qui seront simplement destinées à faciliter l'accord entre elles; et si, par ailleurs, les accords bilatéraux sur les points essentiels acceptés par les parties entrent en vigueur indépendamment de l'aval ou du rejet de l'assemblée, nous posons la question: quelle est la fonction réelle de cette assemblée et où réside la volonté du peuple? Autrement dit: qui, en réalité, décide de ce qu'il convient de faire pour une paix ferme et durable au Guatemala? Est-ce le peuple représenté dans cette assemblée, ou bien les commandants de l'URNG avec les représentants du gouvernement?

Il nous semble enfin que la tâche assignée à l'évêque président de l'assemblée consiste certes à convoquer les nombreuses personnes qui la constituent, et à exercer la fonction de modérateur dans la conduite des délibérations; mais que le rôle principal qui lui est attribué consiste à être un messenger, celui qui porte à la table des négociations les résolutions de l'assemblée et qui rapporte à l'assemblée les conclusions arrêtées à Mexico.

Ces considérations laissent la Conférence épiscopale du Guatemala perplexe devant la volonté des parties de rechercher et trouver les voies menant le Guatemala à une paix durable et vraie, et dubitative sur l'efficacité des procédures convenues.

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, nous estimons en tant qu'évêques du Guatemala que nous ne pouvons accepter la responsabilité de la présidence de l'assemblée qui nous est proposée, et cela tant que nous n'aurons pas connaissance des résultats de la prochaine réunion entre la commission gouvernementale de paix et l'URNG, dans laquelle il est prévu de traiter le point des droits de l'homme et de leur vérification immédiate. C'est à l'occasion de cette réunion, en effet, que les parties auront l'opportunité de donner la preuve de leur volonté politique réelle, y compris par la fixation d'une date butoir pour la fin de l'affrontement armé. Nous demandons également et respectueusement qu'il soit porté à l'ordre du jour de cette importante réunion un réexamen du type d'assemblée prévue dans le sens d'une définition conjointe et explicite de son importance, de sa finalité et de la fonction qui lui est attribuée comme expression authentique du peuple guatémaltèque. Nous avons besoin de voir levés les doutes que les ambiguïtés de rédaction du document font naître chez nous et, en général, chez tous les Guatémaltèques. Car si nous devons sacrifier un diocèse en le privant, ne serait-ce que temporairement, de l'attention pastorale de son évêque, nous aimerions que cet effort de notre part soit en mesure de porter du fruit dans le sens d'un Guatemala meilleur.

En rappelant les paroles du Seigneur qui nous dit "Heureux ceux qui travaillent pour la paix car ils seront reconnus comme fils de Dieu" (Mt 5,9), nous demandons à tous les fidèles catholiques d'élever de ferventes prières vers Dieu notre Seigneur, afin qu'il éclaire les esprits et ouvre les cœurs de tous ceux qui sont directement impliqués dans la recherche de la paix, et afin que nous soyons dignes de mériter cette Béatitude.

Guatemala de la Asunción, le 2 février 1994

(Signatures des 16 évêques et prélats de la conférence épiscopale)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441